

Administration
Rédaction
Abonnements et
Publicité

Avenue de Luxembourg
51 56 : Bdi 5056 B.P. 2573
BUJUMBURA-BURUNDI

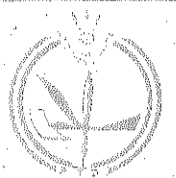


22 54 87.22 62 32

Prix par numéro:

Le Renouveau

du Burundi



LE QUOTIDIEN BURUNDAIS D'INFORMATIONS

14^e Année

ABONNEMENT

BURUNDI

12 Mois : 11.000 FBu
6 Mois : 5700 FBu

ETRANGER

12 Mois : 20.000 FBu
6 Mois : 10.500 FBu

Imprimé sur les Presses
Offset de l'INABU.

40 FBu l'exemplaire.

PRESENTATION DES VOEUX AU CHEF DE L'ETAT

Les membres du Gouvernement et les membres du Corps Diplomatique et Consulaire accrédités au Burundi ont présenté les vœux de nouvel an 1992 au Président de la République, le Major Pierre Buyoya, ce vendredi 10 janvier au Palais des Congrès de Kigobe.

Après le discours du Premier Ministre et Ministre du Plan, M. Adrien Sibomana et le message du Doyen des membres du Corps Diplomatique et Consulaire, l'Ambassadeur du Zaïre, le Chef de l'Etat, le Major Pierre Buyoya a fait un important message en répondant aux vœux de nouvel an.

Le Président Buyoya a porté un regard rétrospectif sur les douze mois écoulés, sur les récents événements, sur la voie ouverte de la démocratisation de la vie et des institutions politiques au Burundi.

L'année 1992 a été dédiée à la démocratie. Le Burundi s'est proposé de suivre le processus

de démocratisation engagé depuis ces dernières années. Pour concrétiser cette détermination et marquer la volonté de rester sur la trajectoire de la démocratie, quatre résolutions ont été prises.

La première porte sur le multipartisme. Le Président Buyoya a souligné que l'ensemble des participants aux débats sur le Rapport de la Commission Constitutionnelle ont opté pour le pluralisme politique. Le Président Buyoya a demandé à la Commission d'élaborer la Loi Fondamentale sur cette base, soit une Constitution qui consacre le pluralisme politique au Burundi.

La deuxième résolution a été celle de mettre fin à toute incertitude et de dégager l'horizon de la démocratisation. Le Peuple Burundais adoptera la nouvelle Constitution au plus tard dans la première quinzaine du mois de mars prochain, a précisé le Président Buyoya. Une autre résolution



Le Chef de l'Etat, le Major Pierre Buyoya : "En ce qui me concerne personnellement, et je prends ici à témoin tout le Peuple Burundais, dans cette période délicate qui est devant nous, je continuerai à conduire le pays en patriote, en homme d'honneur, avec l'unique préoccupation de faire accoster le Burundi uni sur les rivages de la démocratie, dans l'ordre et la paix, dans l'unité".

importante est la période transitoire qui se situe entre la promulgation de la Constitution et la mise en place des institutions définitives. Le Chef de l'Etat a promis d'associer à la gestion de la transition

les formations politiques agréées et représentatives. "Nous les associerons aux grandes décisions devant mener l'accomplissement de la démocratie".

La quatrième résolution consiste à couronner le processus de démocratisa-

tion c'est-à-dire la mise en place des institutions démocratiques. A cet effet, le Président Buyoya a fait savoir qu'on projette de tenir les élections générales au cours du premier trimestre de

Suite en page 2

C E E - Burundi

LA C.E.E.

SOUTIEN LA POLITIQUE DE RECONCILIATION NATIONALE
CONDAMNE LES TERRORISTES QUI ONT ENDEUILLE LE BURUNDI

La Communauté et ses membres suivent avec une grande préoccupation les développements au Burundi.

Ils réitèrent leur soutien à la poursuite de la politique de réconciliation nationale engagée par le Président Buyoya et le Premier Ministre Sibomana et condamnent fermement les agressions perpétrées par des terroristes les 23, 24 et 25 novembre 1991 contre des militaires et civils burundais.

Ils se félicitent des consignes de modération données aux militaires burundais et expriment leur appréciation à ceux qui les ont suivies. Des bavures telles que celles commises par certaines unités à Bukinanyana, Gihanga, Muzinda et Musaga rencontrent leur plus vive indignation. Ils encouragent le Gouvernement du Burundi à faciliter toute enquête impartiale afin que les responsables soient identifiés et sanctionnés.

La Communauté et ses Etats membres demandent instamment à toutes les parties au Burundi d'œuvrer ensemble pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Burundi - Tanzanie

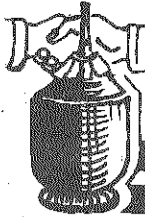
VISITE DE TRAVAIL

DU PREMIER

MINISTRE A KIGOMA

Sur invitation du Premier Ministre et Premier vice-Président de la République Unie de Tanzanie, le Premier Ministre et Ministre du Plan, M. Adrien Sibomana a effectué une visite de travail mercredi dernier à Kigoma (Ouest de la Tanzanie). De grands sujets bilatéraux comme la sécurité et les échanges commerciaux ont largement dominé le tête-à-tête Sibomana-Malecela. Notons qu'entre le Burundi et la Tanzanie, la coopération est solide.

LIRE EN PAGE 5



PRESENTATION DES VOEUX AU CHEF DE L'ETAT

Suite de la première page

l'année 1993.

Le Premier Ministre et Ministre du Plan, M. Adrien Sibomana, avait au nom du Gouvernement et du Comité Central du Parti UPRONA souhaité les meilleurs vœux pour l'année nouvelle 1992 au Président de la République.

M. Sibomana a jeté un regard rétrospectif sur les principales réalisations du Parti et du Gouvernement au cours de l'année écoulée.

En matière politique, le Premier Ministre et Ministre du Plan a rappelé la politique d'unité nationale. Il s'est associé au Président de la République pour remercier les Burundi pour leur attachement à l'unité.

Une autre action qui a été réalisée en matière d'unité est le rapatriement volontaire des réfugiés burundais qui en ont manifesté le désir. Signalons qu'à la fin du mois de décembre 1991, plus de 18.500 réfugiés étaient rentrés au pays.

La décision prise l'année passée de procéder à l'analyse et au règlement des litiges issus des déchirements divisionnistes que le pays a connu au cours des dernières années a été un autre point important en matière d'unité nationale.

Au cours de l'année 1991, les Burundi ont marqué un autre pas important en renforçant la démocratie a fait savoir M. Sibomana.

Dans le domaine économique, le rapport du Conseil Economique et Social a été largement expliqué à travers tout le pays. Le programme de réformes économiques a été poursuivi; on peut citer la privatisation des entreprises publiques, la création des fonds comme le Fonds de Soutien à l'Investissement Privé et le Fonds de Développement Communal.

En matière sociale, a précisé M. Sibomana, le Gouvernement s'est surtout appesanti sur la santé, l'habitat décent, la distribution d'eau potable, l'électrification, l'éducation de la population, le tracé et la réfection des routes...

Le Premier Ministre et Ministre du Plan a terminé son allocution en réitérant leur objectif de sauvegarder la paix et la sécurité. Il a lancé un appel aux partisans de la violence de revenir



"Autant que la population rurale, sinon plus, les élites instruites sont concernées par la gestion pacifique des changements démocratiques en cours".

à la raison et remettre l'épée dans le fourreau.

Le Doyen des Chefs de Mission Diplomatique et Consulaire et les Organisations Internationales, l'ambassadeur du Zaïre, M. Vizi Topi a présenté leurs vœux au Chef de l'Etat et aux membres du Gouvernement.

M. Vizi Topi est revenu sur la ligne politique du Burundi en passant par l'unité nationale, le développement, l'économie et la politique extérieure.

M. Vizi Topi a passé en revue la politique africaine en saluant l'élection de M. Boutros-Boutros Ghali au Secrétariat Général de l'ONU.

En parlant du Moyen-Orient, M. Vizi Topi a souhaité que Palestiniens et Arabes puissent se mettre sur une même table et accepter de négocier.

L'ambassadeur du Zaïre a promis que chacun d'eux restera un interprète auprès de son pays pour défendre les valeurs du Burundi. Comprendre c'est aimer et aimer c'est agir, a-t-il conclu.

Caritas Uwera.-

Etant donné l'importance du discours du Chef de l'Etat à cette occasion, à savoir qu'il précise même l'horizon des élections générales, nous vous le proposons en intégralité.

Discours du Chef de l'Etat

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Secrétaire Général du Parti, Mesdames, Messieurs les Ministres, Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique et Consulaire, Mesdames, Messieurs les Chefs de mission diplomatique et consulaire et Représentants des Organisations Internationales, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Comme il est de coutume en début de chaque année, je me fais un plaisir de répondre aux vœux et aux messages de bienvenue au nom des corps constitués et du corps diplomatique. Cette cérémonie de vœux, qui survient alors que le Burundi vient d'entrer, avec 1992, dans un tournant politique majeur, m'offre également l'occasion de porter un regard rétrospectif sur les douze mois écoulés. Elle permettra aussi de poser un regard prospectif sur la tâche et les événements qui nous attendent cette année, plus particulièrement sur la voie ouverte de la démocratisation de la vie et des institutions politiques au Burundi.

Au cours de l'année 1991, le monde entier

aura été le témoin de la volonté déterminée du Peuple Burundais de vivre désormais uni et définitivement réconcilié avec lui-même. Je n'en veux pour preuve que le résultat du vote référendaire du 5 février sur la Charte de l'Unité Nationale. Cet événement restera toujours gravé en lettres d'or dans l'histoire du Burundi. Bien plus, il fera l'histoire du Burundi puisque les Burundais l'ont ainsi voulu.

C'est sur cette unité qu'il nous faut à présent compter pour relever le grand défi de 1992 que représentera l'avènement du multipartisme au Burundi. Tout au long de l'année écoulée, les Burundais ont été mobilisés, partout où ils se trouvent et à tous les niveaux, dans le cadre d'une réflexion libre sur le système politique qui convient à leur pays.

A cet effet, il a été mis sur pied, en mars, une Commission Constitutionnelle, reflétant les diverses catégories socio-professionnelles et les courants de l'opinion. Le rapport de cette Commission, déposé en septembre dernier, a été au centre d'un débat national, le plus large et le plus ouvert. La Commission vient d'en présenter les conclusions au public.

Tout observateur perspicace aura compris que ce vaste forum n'aura

eu d'autre préoccupation que d'impliquer profondément les Burundais dans le système politique qu'ils choisiront.

Ce débat avait encore pour ambition de créer chez les citoyens un lien profond et personnel de responsabilité à l'égard du choix et du destin de ce système.

L'année 1991, aura aussi été celle où, sans désespérer, nous avons poursuivi nos efforts de développement économique et social, conscients du support vital qu'il constitue pour cette démocratie qui est aujourd'hui à l'honneur. Ici aussi notre démarche ne s'est pas démentie. A travers le débat national conduit sur toute l'étendue du territoire par le Conseil Economique et Social autour de son rapport, il faut encore voir notre souci permanent de rassembler et d'engager les Burundais par la contribution, la compréhension et la responsabilisation.

Parallèlement, la production agricole, industrielle et artisanale s'est poursuivie en même temps que l'exécution des programmes de développement des infrastructures socio-économiques : construction de routes, de pistes rurales, alimentation de la population en eau potable, construction d'écoles, de centres de santé, électrification des centres urbains... Dans le même temps, nous avons poursuivi la mise en oeuvre de nos réformes économiques. Ainsi, la deuxième phase du Programme d'Ajustement Structurel était parachevée tandis que la troisième se préparait. Ces actions étaient accompagnées par des efforts d'assainissement de la gestion et par des forums de réflexion pour baliser le parcours.

Il me plaît, à cet égard, de remercier le Peuple Burundais tout entier pour l'engagement dont il a fait preuve pour la réalisation de ces objectifs. Il me tient aussi à coeur d'exprimer, au nom de ce peuple, notre profonde reconnaissance aux gouvernements, aux organisations internationales et non gouvernementales amis dont l'aide et l'appui constants et précieux à nos efforts de développement stimulent notre

Suite en page 3



PRESENTATION DES VOEUX AU CHEF DE L'ETAT

Suite de la page 2

volonté de relever le défi économique. Votre concours à nos réformes économiques et à la réalisation de nos programmes de développement est d'autant plus apprécié, aussi bien dans la capitale que dans le pays profond, que nous mesurons à la fois la dimension gigantesque de nos besoins, les limites de nos propres moyens, la conjoncture économique difficile et les efforts croissants d'aide que nous sollicitons de vous. Soyez assuré que le Peuple Burundais, si laborieux, saura, pour sa part, mériter votre appui.

Alors que le Peuple Burundais s'investit depuis quatre ans dans un effort soutenu pour promouvoir, pour construire une nation encore plus unie, un Etat démocratique, un développement intégral et partagé par tous, une poignée d'individus, aveuglés par l'idéologie de la violence et de l'exclusion, vient de tenter un coup de force contre notre processus de réconciliation nationale et de démocratisation. Elle vient d'attenter à notre politique de rapatriement volontaire des réfugiés. Les agresseurs croyaient ne rencontrer au Burundi que des Hutu et des Tutsi dressés les uns contre les autres. Faux calcul : Ils ont trouvé des Burundais ! Un peuple soudé pour le meilleur et pour le pire ! L'épreuve aura montré que la Charte de l'Unité n'est pas restée lettre morte. Elle aura montré que le peuple a fait un juste choix, qu'il sait et saura le défendre. Au-delà encore, cette épreuve aura confirmé la justesse de nos options politiques.

Il est toutefois déplorable qu'à l'heure où dans le monde, en Afrique comme au Burundi, la démocratie s'impose à la fois comme moyen et objectif, des Burundais, à contre-courant de tout, optent pour la tribalisation de la société et le terrorisme. L'ennemi a été démasqué. Mais nous savons à présent que l'agresseur, par un jeu machiavélique, cherche aussi ses armes en nous-mêmes, en nous poussant à reproduire ses propres forfaits contre nos frères et soeurs par peur, par

esprit de vengeance et par les tragiques hasards de la confusion. Le Burundi a donc passé cette épreuve qui nous aura toutefois servi de leçon dans ses fortunes et ses infortunes. A cet égard, nous sommes reconnaissants envers les gouvernements, organisations, associations ou personnes qui, ici où à l'étranger, nous ont soutenus dans cette épreuve et qui nous maintiennent leur appui.

Nous avons montré de manière éclatante nos forces que nous cultiverons davantage. Mais nous avons aussi vu nos limites que nous n'avons pas le droit d'ignorer et qu'il faut corriger, en toute lucidité et honnêteté. Là aussi reposera notre force ! Des processus de réformes, comme ceux de réconciliation nationale et de démocratisation conduits chez nous, peuvent subir, à une phase ou une autre de leur cours, des coups de force qui révèlent à leur tour des faiblesses inhérentes à la nature humaine. La force du processus est précisément qu'il s'en instruit pour mieux aller de l'avant. Et dans notre cas précis, nous saurons tirer les leçons de nos lacunes, notamment dans le respect des droits de l'homme tant par la population civile que par les forces de l'ordre.

Il nous appartiendra de redoubler de vigilance et de ne pas tomber dans les pièges. Il nous appartient aussi de poursuivre d'un pas plus résolu le processus de réformes entamées.

C'est pour maintenir le cap qu'à l'occasion des vœux de nouvel an à la nation, nous avons dédié 1992 à la démocratie. Nous nous proposons de poursuivre le processus de démocratisation engagé depuis ces dernières années. Nous le poursuivrons en empruntant la voie de l'implication des citoyens et de la concertation avec le peuple. L'on ne peut plus en douter, cette méthode a fait ses preuves : elle est appréciée et reconnue, chez nous et en dehors de chez nous.

Nous resterons donc sur la trajectoire de la démocratie. Et cette année, le Peuple Burundais doit couvrir des étapes

décisives sur cette trajectoire.

Pour concrétiser cette détermination et marquer cette volonté, nous avons pris quatre résolutions.

La première porte sur le multipartisme. Comme vous le savez tous, à l'issue du débat sur les propositions de la Commission Constitutionnelle, l'ensemble des participants ont opté pour le pluralisme politique. Nous prenons acte de cette orientation. Bien plus, nous y adhérons nous-même et demandons à la Commission Constitutionnelle d'élaborer la Loi Fondamentale sur cette base, soit une Constitution qui consacre le pluralisme politique au Burundi.

Au mois de mars de l'an dernier, lors du lancement des travaux de la Commission Constitutionnelle, nous avons déçu certaines attentes et contrarié certaines impatiences. D'aucuns attendaient du Président qu'il "donne" le multipartisme au peuple. Nous nous sommes refusés à cette magnanimité antidémocratique. Nous nous sommes gardés de ce paternalisme dangereux. Car, en effet, la démocratie, ce n'est ni "octroyer", ni "imposer". C'est d'abord consulter, et convaincre, c'est aussi "responsabiliser". Le débat multiforme, animé par les publics les plus variés, organisé dans toutes les communes du pays, ce débat n'avait d'autre but que de convaincre et de responsabiliser les citoyens. Tel est le chemin que nous avons pris. Et au lieu de perdre du temps comme certains l'ont dit, nous en avons gagné beaucoup, pour la démocratie.

La confirmation de l'option pluraliste par les plus hautes autorités pourrait, ici et là, susciter des interrogations, voire des reproches. Certains diront peut-être que le peuple ne s'est pas encore véritablement prononcé. D'autres suspecteront une volonté de précéder le choix du peuple, pour le prendre de vitesse, lui forcer la main et l'engager dans le pluralisme malgré lui.

Nous voudrions apaiser ces appréhensions à l'avance par deux arguments de taille : d'abord l'importan-

ce de l'échantillon touché, ensuite la qualité de la consultation elle-même. D'autre part, la consultation s'est révélée de très haute qualité. En effet, le débat était entièrement libre, ouvert et contradictoire. Les participants avaient le loisir d'apprécier, de contester, de rectifier les propositions de la Commission. Ils ont pu exprimer leurs doutes, leurs appréhensions, leurs désaccords et contre-propositions.

Nous avons tout lieu de croire donc que le consensus sur le pluralisme indique une tendance représentative qui ne tardera pas à être confirmée par les urnes.

La deuxième résolution est de mettre fin à toutes ces incertitudes et de dégager, encore plus, l'horizon de la démocratisation : le Peuple Burundais adoptera la nouvelle Constitution au plus tard dans la première quinzaine du mois de mars prochain. Nous voudrions ici apporter deux précisions importantes.

En premier lieu, il semble que certains s'impacientent encore de voir abolir l'Arrêté-Loi de 1966 instaurant le multipartisme. Que ceux-là aussi s'apaisent : l'Arrêté-Loi ne survivra pas à la Constitution pluraliste de mars. Lors de la promulgation de cette dernière, il sera abrogé.

En deuxième lieu, l'autorisation et l'agrément effectifs des nouveaux partis politiques se situeront immédiatement après l'adoption de la Constitution. C'est dire que dans la foulée du référendum, une loi sur les partis politiques doit être adoptée. D'ores et déjà, nous mandations la Commission Constitutionnelle pour en élaborer le projet.

Par ailleurs, nous voudrions encourager les Burundais à se préparer à l'étape du multipartisme effectif. Ils peuvent se préparer sur la base des éléments déjà connus, contenus dans le rapport de la Commission Constitutionnelle et, bientôt, dans le projet de la Constitution. Il n'y a de notre part aucune volonté de brider l'émergence de forces politiques nouvelles. Au contraire. Mais nous encourageons la constitution

des partis qui rencontrent les vœux du peuple burundais ; ceux qui travaillent sur des bases saines, en recherchant la paix et l'unité, la justice sociale et le développement pour tous.

La troisième résolution procède de notre volonté, manifestée à plusieurs reprises, d'aller à la démocratie "ensemble", avec le peuple burundais bien entendu, mais aussi avec toutes les forces politiques et sociales constructives légalement constituées. C'est pourquoi, au cours de la période transitoire, qui se situe entre la promulgation de la Constitution et la mise en place des institutions définitives, nous promettons d'associer à la gestion de la transition les formations politiques agréées et représentatives. Nous les associerons aux grandes décisions devant mener à l'accomplissement de la démocratie. Nous citerons, parmi les plus importantes, l'élaboration du code électoral et la fixation du calendrier politique.

Cet engagement témoigne de notre volonté de démocratiser sur des bases sûres : des bases légales. Il témoigne aussi de notre volonté de démocratiser en association avec les forces politiques en gestation. La démocratisation est une entreprise de tous les citoyens. Notre conviction est qu'on ne peut l'accomplir en solitaire.

La quatrième résolution consiste à couronner le processus de démocratisation, à le mener à son terme, à son éclosion : à savoir la mise en place des institutions démocratiques. A cet égard, sous réserve d'aléas hors de notre atteinte, avec le concours responsable de toutes les forces politiques, nous projetons de tenir les élections générales au cours du premier trimestre de l'année 1993.

Tels sont les engagements que nous avons pris. Ils peuvent sembler timides aux uns et trop hardis aux autres.

Mais ce qui compte, en tout état de cause, c'est d'avancer toujours dans la bonne direction. Ce qui compte encore, en démocratie tout spéciale-

Suite en page 4



PRESENTATION DES VOEUX AU CHEF DE L'ETAT

Suite de la page 3

ment, c'est de marcher au rythme du pays profond, au rythme des forces authentiques de changement. Dans l'entreprise de démocratisation, le concours de chacun ajoute aux chances de succès de l'ensemble.

C'est pourquoi, j'en appelle à tout le peuple, "c'est un devoir impérieux ! Aujourd'hui, nous devons tous nous engager sur les chemins du pluralisme et de la démocratie". C'est une voie nécessaire ! C'est la voie salutaire ! En ce qui me concerne, par les temps qui courent, je n'ai jamais cessé de plaider pour cette option. Et demain, je continuerai à le faire.

Pour l'instant, je voudrais m'adresser spécialement aux humbles populations de nos collines, pour les rassurer encore une fois. Tout au long du débat, avant de se laisser convaincre et d'adhérer au multipartisme, la population rurale a manifesté des réticences, parfois tenaces. Elle a peur pour l'unité. Elle a peur pour la paix, peur pour sa propre sécurité et celle de ses biens.

Et comment s'en étonner. La population observe et voit. Elle écoute et entend. Ici et là, dans le monde, en Afrique et même chez nous, sous prétexte d'instaurer la démocratie pluraliste, des bandes organisées de désordre ; des pillards se livrent au saccage des biens privés et du patrimoine national ; des ambitieux vont jusqu'à fomenter des guerres fratricides. Ainsi des nations entières sont submergées de haines et de larmes, au nom du multipartisme. Quel crime ne commet-on pas de nos jours au nom de la démocratie ? Et comment ne pas comprendre ceux qui ont peur lorsque, dans nos murs, des pseudo-démocrates agitent le même épouvantail pour atteindre des buts criminels ?

C'est que ici la population rurale et tous les autres doivent aiguïser leur sens du jugement, pour ne pas confondre la démocratie avec les sectarismes égoïstes et les utopies meurtrières. Cette confusion est génératrice de peurs injustifiées.

La démocratie ne sème pas le désordre, elle organise. La démocratie ne divise pas, elle rassemble et concilie les différences. La démocratie ne fomenté ni la violence ni la guerre, elle édifie la paix et la concorde à travers la concertation et le débat, même contradictoire. Tant de vieilles nations, fortes, respectées et paisibles, vivent en démocratie depuis

des siècles ! Il faut donc comprendre le pluralisme que nous recherchons pour le bien de tous. C'est cette démocratie-là que je vous convie à épouser et non pas ses contre-façons, grosses de désastres.

Par ailleurs, la population peut avoir confiance car le pluralisme proposé par la Commission tient compte de ses préoccupations majeures. Le pluralisme s'instaurera de façon ordonnée pour ne compromettre ni la paix ni l'unité, si chères à nous tous.

Autant que la population rurale, sinon plus, les élites instruites sont concernées par la gestion pacifique des changements démocratiques en cours. Nous dirions même que l'élite occupe une place centrale dans ce processus. Elle a des responsabilités décisives pour son aboutissement heureux. En effet, c'est d'elle que sortiront les fondateurs de formations politiques. Et à ce titre l'élite sera au cœur des forces politiques : elle en sera l'âme ! Les élites doivent donc s'imposer certaines attitudes qui, par ailleurs, les honoreront.

Tout citoyen doit en prendre conscience : face à ces immenses tâches de démocratiser le pays et d'asseoir définitivement son unité, le Peuple Burundais se trouve au milieu du gué. Il peut basculer. Mais il peut aussi achever la traversée. Le Peuple Burundais amorce un virage décisif. Il peut déraiser. Mais il peut aussi poursuivre sa route. Les amis de notre unité et les démocrates du monde entier nous observent avec sympathie. Ils nous accompagnent de leur bénédiction, de leurs vœux de succès. Nous leur disons toute notre gratitude.

Mais, ici chez nous, et ailleurs, loin de nous, il en est d'autres qui nous observent, avec d'autres sentiments : ils nous guettent et secrètement, espèrent le faux pas, la glissade, la noyade dans les eaux boueuses de la division et de la violence. Que ceux-là attendent, une longue attente, longue comme l'éternité !

Quant à moi, j'observe aussi et j'ai confiance. Le Peuple Burundais tient fermement le gouvernail du navire de l'unité et de la démocratie. Car, il faut le dire à ceux qui en doutent encore, le "Burundi n'est pas à noyer" ! Quitte à décevoir certaines espérances malsaines, nous clamerons encore et toujours que la démocratie, ce sera l'oeuvre commune, une traversée commune des Bahutu, des Batutsi et des Batwa. Ensemble ! Nous clamerons à la face

du monde, sans nous lasser jamais, que l'unité restera une aventure commune, que Bahutu, Batutsi et Batwa consommeront, ensemble !

Et nous devons réussir ce que nous clamons. Pour cela, j'appelle tout le peuple à saisir cette chance historique pour se convertir et s'engager dans la démocratie, loyalement, pacifiquement !

Cet appel s'adresse à tous, intellectuels et paysans, de l'intérieur comme de l'extérieur, même et surtout ceux que la violence et la division hantent encore. A tous, ceux qui s'inscrivent dans le courant unitaire et démocratique, je dis : la démocratie sera notre demeure ; il y a de la place pour tous ! La démocratie sera notre patrie : elle n'exclura personne !

En ce qui me concerne personnellement, et je prends ici, à témoin tout le Peuple Burundais, dans cette période délicate qui est devant nous, je continuerai à conduire le pays, en patriote, en homme d'honneur, avec l'unique préoccupation de faire accoster le Burundi uni, sur les rivages de la démocratie, dans l'ordre et la paix, dans l'unité.

Le parcours qui vient de se dessiner au Burundi vers l'objectif de la démocratie s'inscrit dans le courant des changements démocratiques qui s'opèrent dans le monde entier et en Afrique en particulier. Le Burundi s'y est inscrit à sa façon pour en tirer les avantages et en éviter les écueils. A cet égard, les convulsions qui traversent certaines régions du monde nous auront renforcés dans notre volonté d'assurer au Burundi une mutation dans la paix, à l'intérieur du pays et à ses frontières. Nos efforts tendent à cela tant nous sentons puissante la volonté du Peuple Burundais de vivre enfin une paix durable.

Aux pays amis, à nos voisins en particulier, ainsi qu'à tous nos autres partenaires étrangers, nous demandons de nous comprendre car la paix et l'unité que nous voulons cimenter chez nous ils en ont aussi besoin.

Sur ce enfin, je voudrais vous remercier pour les bons vœux que vous venez de nous adresser et à mon tour, exprimer aux Souverains, aux Chefs d'Etat, aux peuples et organisations que vous représentez, à chacun de vous et à vos familles, mes vœux les meilleurs de paix, de bonheur et de prospérité pour l'année 1992.

Je vous remercie.

SECOM

Du nouveau à Bujumbura

UN BUREAU PRIVE DE PLACEMENT DE LA MAIN
D'OEUVRE OUVRE SES PORTES CE MOIS DE JANVIER
1992.

UN NOM A RETENIR : SECOM !

CHEFS D'ENTREPRISES,

SECOM VOUS AIDE A OPERER LE MEILLEUR
CHOIX PARMIS LES CANDIDATS A L'EMPLOI.

DEMANDEURS D'EMPLOI,

SECOM VOUS GARANTIT UNE INFORMATION
FIABLE ET RAPIDE SUR LES DISPONIBILITES
D'EMPLOI.

SECOM : C'EST LA SOLUTION POUR LES ENTRE-
PRENEURS QUI VEULENT TROUVER
VITE UN EMPLOYE A LA HAUTEUR DE
SA TACHE.

SECOM : C'EST LA GARANTIE POUR LES DEMAN-
DEURS D'EMPLOI QUE LES MEILLEURS
GAGNENT TOUJOURS.

CHEFS D'ENTREPRISES,

DEMANDEURS D'EMPLOI,

CONTACTEZ SECOM AU 22.9339

BOULEVARD DU 1ER NOVEMBRE

4EME BATIMENT APRES LA DIRECTION
DE L'ONATEL.

PROJET SANTÉ & POPULATION

Avis d'appel d'offres

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE, PROJET
SANTE ET POPULATION LANCE UN APPEL D'OF-
FRES POUR L'ACQUISITION DE SIX AMBULANCES.

LA PARTICIPATION EST A EGALITE DE CONDI-
TIONS A TOUTE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE
ETABLIE OU NON AU BURUNDI.

LE CAHIER SPECIAL DES CHARGES, PEUT
ETRE OBTENU AU PROJET SANTE ET POPULATION
TEL. 22.3317 - B.P. 2186 A BUJUMBURA CONTRE
PAIEMENT DE 2000 FBU.

LES SOUMISSIONS REDIGES EN LANGUE FRANCAI-
SE DOIVENT ETRE ADRESSEES A MONSIEUR LE
DIRECTEUR GENERAL DES MARCHES PUBLICS,
BOULEVARD DE L'UPRONA AU PLUS TARD LE
12 FEVRIER 1992 A 9 HEURES.

L'OUVERTURE DES PLIS EN SCEANCE PUBLIQUE
AURA LIEU LE 13 FEVRIER 1992 A 9 HEURES,
DANS LA SALLE DES REUNIONS DE LA DIRECTION
GENERALE DES MARCHES PUBLICS DU MINISTRE
DES FINANCES.